

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS:  
RUE DU MARAIS,  
pass. de l'Entrepôt, 4.

	1 an.	6 mois.	3 mois.
Paris. . . . .	24	12	7
Départements. . .	36	18	10
Etranger. . . . .	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Maraais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.  
DROIT AU TRAVAIL.

## AVIS.

Tout ce qui ne sera pas affranchi sera refusé.

Les réclamations des anciens abonnés doivent être accompagnées d'une pièce justifiant la validité de leur abonnement.

## SOMMAIRE.

Élections de Paris : Avis essentiel. — Décret sur les ateliers nationaux : Extase du *National* à ce sujet. — Vapeur dans l'agriculture : Essai de la machine à défricher du citoyen Burrat. — Création d'un ministère spécial de l'agriculture. — Les journaux de la réaction : Une République sans républicains. — Audace de la réaction : Candidature de Joinville, fils de l'ex-roi, présentée par le citoyen Viguié. — Candidature Dupoty. — Candidature Esquiros : Nommons l'auteur de l'Évangile du peuple, des *Vierges folles*, des *Montagnards*. — Correspondance : Une lettre du citoyen Caussidière sur les événements du 45. — Interrogatoire de Barbès : Soins et prévenances dont il est l'objet. — Candidatures de l'Orne et de l'Hérault. — Réponse du colonel Rey au citoyen Barbès. — Charte de la République : Un président, le citoyen Joinville ; deux chambres, présidées, l'une par les citoyens Pasquier et Dupin, l'autre, par Sauzet et Marrast. — Etc.

## Élections de Paris.

### AVIS ESSENTIEL.

C'est aujourd'hui jeudi 1<sup>er</sup> juin, à minuit, que sera close la liste électorale dans toutes les mairies.

Les citoyens non inscrits doivent donc se hâter de se présenter à leurs mairies et de réclamer leur inscription.

Les citoyens inscrits précédemment, et qui ont voté au mois d'avril, sont prévenus qu'ils ne seront pas admis à voter avec leurs anciennes cartes.

On avait dit, lors des premières élections, que les mêmes cartes pourraient servir. Le maire de Paris l'avait dit aussi dans son premier arrêté du 23 mai. Mais un nouvel arrêté du 26 porte :

« Les cartes délivrées en avril dernier sont annulées. De nouvelles cartes seront distribuées par les soins des maires. »

Les électeurs inscrits doivent donc se présenter à leurs mairies pour réclamer de nouvelles cartes.

Plusieurs maires, notamment celui du 11<sup>e</sup> arrondissement, n'ont encore pris aucune mesure pour cette distribution.

Quand les droits des citoyens sont oubliés par les autorités, c'est aux citoyens d'y veiller eux-mêmes, pour eux et pour leurs concitoyens.

LE SORT DE L'ÉLECTION DÉPEND DES TRAVAILLEURS. — Il manquait 150,000 votes aux dernières élections. Que ces 150,000 électeurs prennent leurs cartes et déposent leurs bulletins, et le peuple, auquel il aurait suffi d'un peu de vigilance pour composer une assemblée entière de véritables représentants, augmentera du moins de quelques énergiques défenseurs de sa cause la minorité qui représente aujourd'hui ses sentiments et ses intérêts.

## Décret sur les Ateliers nationaux.

Le *National* est dans l'extase aujourd'hui, à propos du décret des commis du peuple sur les Ateliers nationaux. « Voilà, dit-il, la véritable solution des difficultés. » Et, en effet, pour le *National*, ce décret est la solution, car ce résultat, s'il produisait ce qu'on en espère, serait de disséminer en travers des départements toute la population ouvrière de Paris. Quand les bourgeois seront seuls maîtres de la cité, évidemment ce sera la solution des difficultés pour le

*National*. Mais laissons le *National* et sa coterie à leurs douces espérances et examinons le fond même du décret, la possibilité ou l'impossibilité d'exécution.

Ce décret se compose de quatre articles : l'article 1<sup>er</sup> substitue le travail à la tâche au travail à la journée.

L'article 2 autorise les ministres des travaux publics, du commerce et de l'intérieur, à favoriser par des avances et des primes la reprise des travaux départementaux, communaux et d'industrie privée.

En vertu de l'article 3, les ouvriers séjournant depuis moins de trois mois dans le département de la Seine devront retourner dans leur pays, ou se diriger, à leur choix, vers les lieux où ils croiront trouver de l'emploi. En ce cas, ils recevront pour eux et pour leur famille une feuille de route et une indemnité de déplacement dont partie leur sera payée pendant le trajet et partie au lieu de leur destination.

En vérité, rien de plus juste que de substituer un travail réel de tous les jours à une mauvaise plaisanterie quotidienne, à une farce de tréteaux que l'Europe monarchique regarde en battant des mains. C'est une mesure excellente aussi que de multiplier les sources d'un travail utile dans les départements. Et rien n'est plus digne d'une République que de pourvoir à ce que chacun, trouvant du travail et du pain quelque part, puisse parvenir jusqu'à cet endroit.

Mais, au fond, ou il faut croire à l'absurdité soudaine d'hommes d'esprit, ou il faut douter de leur bonne foi. Nous préférons ce dernier parti.

Quelle population compose les ateliers nationaux ? ouvriers de tous états, mais surtout producteurs d'objets de luxe, employés des administrations privées et des maisons de commerce, artistes, hommes lettrés et hommes de lettres.

Or, c'est cette masse, relativement érudite, élégante, que vous voulez jeter dans les champs, sur les routes, au fond de la campagne ; que vous voulez astreindre à un travail de terrassement ou de nivellement, « effectif et sérieux, » en ne les payant plus « qu'à proportion de la besogne réellement exécutée. » Vous voulez les astreindre à la mort !

Les baïonnettes et le sabre ne vous suffisent pas à la porte Saint-Denis, il vous faut le dégoût, le découragement et le désespoir, qui accablent les hommes de talent, les artistes émérites, les ouvriers distingués !

Il est un danger pourtant, qu'auraient pu voir des politiques un peu plus habiles. C'est que les ouvriers de Paris feraient leurs affaires et non les vôtres. Ils feraient aimer la République partout où ils iraient, ils révolutionneraient la province. Et quelque beau matin, le télégraphe viendrait vous réveiller en sursaut en vous apportant de tous les points de la France, la nouvelle que les ouvriers de Paris rentrent en colonnes chez eux, que les paysans les suivent,

et que tous approchent au cri de : « Vive la République démocratique. »

## La vapeur dans l'agriculture.

Pour la seconde fois nous avons vu fonctionner la machine à vapeur à défricher, inventée par le citoyen Burrat. A ce sujet nous ne pouvons que répéter ce que nous avons déjà dit dans ce journal ; en résolvant le problème de l'application de la vapeur à l'agriculture, le citoyen Burrat a rendu un grand service à l'humanité. Par les grands perfectionnements qu'elle peut recevoir, cette machine facilitera l'organisation du travail, elle augmentera prodigieusement la richesse de la France et permettra d'élever la production au niveau d'une population toujours croissante. Indépendamment des incalculables résultats matériels qu'elle fait espérer pour un avenir très-prochain, son influence morale prédisage tout un monde nouveau. Elle spiritualise le travail, réhabilite l'homme qu'elle arrache à un pénible labeur pour le constituer dans la plénitude de ses forces.

Le gouvernement de la République se hâtera, nous n'en doutons pas, de tirer parti de cette précieuse découverte. C'est un moyen d'accomplir la révolution sociale et d'abattre toutes les difficultés de la transition. Le citoyen ministre de l'agriculture Flocon est animé d'excellentes intentions ; il remplira la tâche que la République lui a confiée. Que les travailleurs lui viennent en aide, que les démocrates, tous ceux qui veulent le bien-être de leurs frères, le sachent bien, c'est l'agriculture qui doit sauver la France. Relevez-la donc à la hauteur d'une science, arrachez-la à l'empirisme et à la routine, vous recueillerez les bénédictions du monde.

Les expériences de ce matin avaient attiré un nombreux et brillant concours. Elles ont eu lieu à Passy, à quelque distance de l'Arc-de-Triomphe, sur un terrain en friche, très dur et pierreux. Nous avons remarqué là des représentants du peuple, des ingénieurs, des mécaniciens, la commission d'agriculture instituée par le citoyen ministre, et composée de MM. Yvart, Lefour et Chambellau ; les députés Labrousse, Ambert, Rolland, Montreuil et Bouvart, Jules Séguin et Favetier, directeur de l'école de Roquette. Des dames, jeunes et élégantes, étaient venues admirer ces triomphes de l'industrie ; enfin, la poésie y avait son représentant dans Théophile Gautier.

## Création d'un ministère spécial de l'agriculture.

Nous croyons que le moment est arrivé de réaliser ce que la France agricole demande depuis trente années, la création d'un ministère spécial de l'agriculture. Croit-on qu'un ministère spécial de l'agriculture n'aurait point des occupations assez sérieuses, des travaux assez étendus, une administration assez vaste, s'il n'avait que de l'art agricole à faire ? Dans l'état actuel des choses, il serait assurément peu occupé ; mais qu'on lui donne ce qui naturellement se trouve dans son ressort ; dans ces remaniements



ministériels qui ont lieu, que l'on donne donc à l'agriculture ce qui lui appartient, et ce sera bientôt un des départements les plus sérieusement occupés, le plus largement pourvus de travaux utiles.

Dans l'organisation actuelle des ministères, les matières rurales sont disséminées entre quatre départements ministériels, au lieu d'être centralisées dans un seul. Eh bien ! chose étonnante, le ministère de l'agriculture est celui de tous qui a dans son ressort le moins d'affaires agricoles.

Les forêts sont dévolues au ministère des finances ; — les petits cours d'eau et les terres incultes, à celui de l'intérieur ; — les marais et les digues, à celui des travaux publics.

En présence d'une situation si anormale dans l'ordre de l'organisation administrative des ministères, il nous semble qu'il serait urgent de régulariser les travaux de chaque ressort, en éliminant de chaque administration ce qui n'est point en harmonie avec elle.

La première chose à faire serait donc de réunir à un seul ministère tous les services se rapportant directement à l'agriculture.

Si cependant, dans un but d'économie, il était jugé utile, indispensable, de laisser au même département le commerce et l'agriculture, qu'il soit alors créé deux divisions : l'une purement agricole, et reliant tous les intérêts ruraux ; l'autre exclusivement commerciale, réunissant le commerce intérieur et le commerce extérieur.

Que de choses à faire en faveur de l'agriculture, pour stimuler la production, augmenter le revenu du territoire, et pour donner l'instruction et le bien-être à toute une nation !

Que de choses encore à faire en faveur du commerce, pour combiner utilement l'importation avec l'exportation, la production avec la consommation, la circulation et la vente des produits, et pour souder entre eux les intérêts des peuples ! (*Réforme.*)

Chaque jour les journaux de la réaction, à propos de l'inaction ou de l'incapacité qu'ils imputent au Directoire, s'évertuent à dire que le gouvernement républicain a fait ses preuves, et qu'il n'y a aucun homme capable de gouverner dans le parti républicain. Les manœuvres de messieurs les réactionnaires sont faciles à comprendre ; ils voudraient englober tous les républicains dans leur petite proscription journalière, pour se poser ensuite comme les seuls hommes d'Etat possibles, et les véritables sauveurs du pays. Heureusement que le bout de l'oreille se montre sous la robe de ces docteurs, et que personne n'est dupe de leurs petits discours hypocrites. L'histoire de la République de février n'est pas si loin de nous, que ces messieurs puissent déjà oublier comment tout ce gouvernement s'est fabriqué. Au moment où le peuple se reposait aux Tuileries, le 24 février, après sa victoire, l'on sait que des hommes habiles s'étaient dirigés vers le Palais-Bourbon, à la suite de la duchesse d'Orléans qui les avait nommés ses ministres... Les flots populaires s'avancèrent vers le palais en y portant le cri de VIVE LA RÉPUBLIQUE ; la chance tourna ; mais les habiles ne perdirent pas la tête, et, de ministres de la régence, ils s'improvisèrent les ministres de la République. On sait, et tout le monde ne le sait pas, qu'à l'Hôtel-de-Ville un retour fut tenté vers la régence, qu'une scission entre les hommes éclata, et comme après tout leur but était le pouvoir, le ciel raccommoda tout, et on s'embrassa aux cris de Vive la République.

Au nombre de ces hommes, il y en eut de dévoués et de sincères que l'on prit comme des passeports ; l'avenir devait le prouver.

Ainsi, on peut le dire avec raison, sans crainte d'être démenti, la tendance réactionnaire commença dans le sein du gouvernement provisoire, le jour même de sa formation ; elle n'a cessé de grandir depuis. Pour développer cette tendance, les membres influents de ce gouvernement ont éloigné le plus possible, d'abord avec ménagement, mais ensuite ouvertement, tous les Républicains de la veille. Ces hommes égoïstes, qui n'ont fait du pouvoir qu'une question personnelle, au lieu de l'envisager dans l'intérêt seul du pays, ont craint de mettre en évidence les penseurs et les hommes de talent de la vraie République ; ils ont préféré faire alliance avec les anciens conservateurs, dont ils ne diffèrent que quant à la forme, plutôt que de chercher un appui sur les vrais républicains : en un mot, ils ont refoulé la sève de l'arbre de la liberté, pour ne s'appuyer que sur l'aubier, cherchant ainsi à résoudre le pro-

blème de la quadrature du cercle en comptant faire une République sans républicains.

Messieurs les réactionnaires le savent aussi bien que nous ; mais ils ont l'air de ne pas voir et de ne pas entendre. Qu'ils cessent donc leurs clameurs hypocrites, et qu'ils prennent comme nous un peu de patience ; qu'ils attendent, pour censurer les actes de la République, que les républicains soient au pouvoir ; ils verront alors de quel côté sont les vrais principes de justice, de vérité, de bon sens, et de quel côté, en un mot, est la véritable capacité.

#### Audace de la réaction.

Puisque certaines gens s'obstinent encore à nier le progrès de la réaction, qu'on lise le placard affiché ce soir sur tous les murs de Paris :

#### CANDIDATURE DE JOINVILLE.

Citoyens,

Répondant au premier besoin du pays, nous avons d'abord proclamé la République par les voix unanimes de nos députés sortis du suffrage universel.

Aujourd'hui il s'agit de fonder.

Nos prochains votes doivent faire connaître à l'Assemblée nationale comment nous comprenons les principes inscrits sur le drapeau de la République française : Liberté, Égalité, Fraternité.

Ces principes, puisés dans la conscience d'une grande nation, sûre d'elle-même, ne peuvent être l'exclusion de ses enfants les plus dévoués, l'oubli de services incontestables, l'ingratitude et l'injustice !

C'est pourquoi je vous propose d'appuyer de vos votes l'élection de JOINVILLE.

Nous connaissons tous sa vie de marin, ses écrits et ses actes patriotiques.

« Bras, tête et cœur, tout est peuple en lui. »

Pourquoi lui refuser la place qui lui est due parmi les Représentants du peuple ?

Serait-ce pour la *sécurité de l'État* ? — Non, car Joinville ne veut que vivre au milieu de vous, en simple citoyen, et élever ses enfants dans l'amour et pour le service de cette chère patrie qu'il a lui-même tant aimée, tant servie ?

Serait-ce par respect des décisions de l'Assemblée nationale ? — Je les respecte autant que quiconque ; mais l'Assemblée nationale tient elle-même ses pouvoirs de l'élection et respectera le principe de la souveraineté des électeurs.

Républicains de la veille et du lendemain, n'oubliez pas que la République ne fait que de naître, et que la condition sérieuse de son existence est de rallier franchement à elle, sans prévention aucune, sans arrière-pensée, tous les dévouements éprouvés, tous les courages, tous les talents, toutes les gloires de la France ! La République ne vivra qu'à ce prix. — Telle est ma conviction profonde. — Si cet appel peut vous la faire partager, je croirai avoir rendu un premier service à la France républicaine : puisse-je lui en rendre d'autres !

Jacques-Frédéric VIGUÉ, négociant,  
Rue Bergère, 24.

Présenter aux votes des électeurs de la Seine un membre de la famille d'Orléans dont le chef a fait mitrailler le peuple 4 fois, en 1831, 1832, 1839 et 1848 ! Porter sur les listes électorales un prince dont le bannissement a été voté il y a trois jours ! Est-il possible de narguer plus ouvertement le gouvernement de la République ? Que fera le pouvoir ? — Nous attendons.

(*La République.*)

#### Candidature.

DUPOTY.

Nous ne recommandons pas à nos amis politiques la profession de foi de Dupoty, ce nom suffit.

Mes chers concitoyens,

Si ma vie, souvent engagée depuis vingt-cinq ans dans nos luttes politiques, est restée sauve ; si ma santé s'est étioyée sous les verrous de Sainte-Pélagie, dans les caveaux du château de Louis IX, dans les cabanons du palais Médicis et dans ces casemates de la citadelle de Doullens où s'ensevelissait ma fortune avec ma liberté, du moins ce que l'homme a de plus précieux m'est resté : c'est la conscience d'avoir toujours soutenu les intérêts du bien et du vrai ; c'est la probité du caractère et de l'opinion ; c'est la religion de l'honneur ; c'est le souvenir que pour propager les principes de la démocratie et préparer son jour de victoire, que dans les veilles du cabinet, sous les verrous, sur la place publique, ma tête,

mon cœur, mon bras n'ont cessé de battre, de penser, d'agir pour cette cause républicaine que nous avons enfin vue triompher !

J'ai donc pensé que vous saisierez l'occasion de flétrir, par mon élection, une des plus grandes monstruosités politiques et judiciaires du dernier règne, et même des temps modernes, la complicité morale ! J'ai espéré que vous voudriez compléter ce qu'ont fait, il y a sept ans, la garde nationale de Paris, en m'appelant à l'honneur d'être un de ses chefs, quelques jours après ma condamnation ; la jeunesse des écoles, en venant, par milliers, protester contre un arrêt dont l'infamie est retombée sur mes juges ; et la presse indépendante de la France et de l'Europe, en s'élevant, par une déclaration solennelle, unanime, contre le coup d'État qui l'atteignait tout entière dans ma personne.

Si je vous rappelle le passé du rédacteur en chef du *Journal du Peuple*, c'est que notre insurrection parisienne n'aura pas été cette fois une révolution de palais ; c'est qu'elle doit enfanter une révolution véritablement républicaine, démocratique et sociale ;

C'est que les pouvoirs issus d'elle ne seront forts et féconds qu'à la condition de travailler à l'amélioration physique, morale et intellectuelle des classes les plus nombreuses, les plus utiles et, jusqu'à présent, hélas ! les plus souffrantes ;

C'est que ceux-là seuls peuvent à la fois diriger ce grand mouvement avec énergie et avec sagesse, qui le sentent, le comprennent et l'ont amené ;

C'est que les idées, les sentiments et les actes de ceux-là peuvent, en donnant satisfaction légitime aux intérêts généraux, concilier l'ordre et le progrès.

Oui, ceux-là seuls peuvent maintenir la force au service du droit ; ceux-là seuls peuvent conserver à notre admirable révolution son calme et sa clémence, conjurer les désordres qu'amèneraient partiellement soit d'impatientes exagérations, soit surtout la présence et l'intervention des hommes du passé, et avec eux, des tendances réactionnaires vers le privilège et l'oppression, le mépris ou l'oubli de cette sainte devise : *Liberté ! Égalité ! Fraternité !*

Voilà pourquoi, chers concitoyens, j'ai voulu fixer sur moi votre attention ; voilà pourquoi j'appelle votre confiance ; voilà pourquoi, représentant du peuple, à mes risques et périls sous la monarchie, je réclame l'honneur de le représenter officiellement sous la République.

A. DUPOTY.

Nous recommandons chaleureusement aux démocrates la candidature du citoyen Alphonse Esquiros. Orateur et écrivain distingué, comme tout le monde a pu s'en convaincre depuis longtemps, l'auteur de *l'Évangile du peuple*, des *Vierges folles*, des *Montagnards*, joint à de hautes aperçus philosophiques, les plus généreuses aspirations d'un cœur qui réagit depuis longtemps contre le fardeau des misères sociales. Ces qualités, le citoyen Esquiros les a expiées d'un an de prison sous le régime déchu ; aujourd'hui, elles doivent lui assurer l'entrée de l'Assemblée nationale ; sa place est là, au milieu de cette cohorte trop peu nombreuse qui s'apprête à donner à la France une constitution humaine, et non la charte des privilégiés et des exploités.

#### Interrogatoire de Barbès.

On lira avec intérêt les détails suivants sur un des prisonniers de Vincennes ; ils sont communiqués à la *Presse* par un ami de Barbès, qui est allé le visiter dans son cabanon.

« Je suis allé voir notre ami Barbès. Je l'ai trouvé avec une excellente philosophie qui lui fait supporter patiemment la prison, riant de bon cœur des absurdes calomnies dont il est l'objet, désireux toutefois de donner un démenti formel aux journaux qui ont affirmé qu'après l'avoir refusé d'abord, il avait fini par subir l'interrogatoire d'un juge d'instruction.

« Depuis le commencement jusqu'à la fin, Barbès a déclaré qu'il ne connaissait pas au gouvernement actuel le droit de le traiter en accusé. Seulement, dans la conversation qui s'est ensuite engagée entre lui et le magistrat, il a répondu sur trois points auxquels il ne pouvait pas ne pas répondre. Les voici :

« *Le juge d'instruction.* Avez-vous demandé un impôt d'un milliard ?

« *Barbès.* J'ai demandé qu'on décrétât un impôt d'un milliard comme première mise de fonds d'un capital destiné à l'organisation du travail.



» *Le juge d'instruction.* Êtes-vous allé à l'Hôtel de Ville?

» *Barbès.* Il faut bien que j'y sois allé, puisqu'on m'y a arrêté.

» *Le juge d'instruction,* en montrant à Barbès des actes émanés de lui et de ses collègues : — Reconnaissez-vous votre signature?

» *Barbès.* Je n'ai jamais renié ma signature, je la reconnais.

» *Le juge d'instruction.* Nous savons parfaitement maintenant qu'il n'y avait pas de complot; dites-nous comment l'affaire s'est engagée?

» *Barbès.* Je ne ferai pas de réponse à cette question, parce que ce serait m'engager dans les explications que je refuse précisément de donner.

» Les soins et les prévenances dont Barbès est entouré se composent d'une froide cellule à voûte très-élevée, tirant son jour d'une espèce de soupirail percé à trois ou quatre mètres de hauteur, et communiquant par une porte avec une fosse d'aisance qui y répand une odeur infecte. Pour tout mobilier, un lit par terre; pour ornement, un gendarme qui est venu se planter au pied du lit sans nous quitter d'une minute.

#### Correspondance.

Nous recevons la lettre suivante de notre ami Caussidière.

Paris, 30 avril 1848.

« Citoyen rédacteur,

» Une note qui emprunte de son insertion au *Moniteur* un caractère semi-officiel, a été publiée par plusieurs journaux, en réponse à la circulaire que j'adressais aux électeurs de la Seine. On y a rattaché des commentaires et des insinuations de tous genres.

» Fort de ma conscience, je viens répéter que je donnerai, dans ma brochure qui va paraître, toutes les explications désirables.

» J'ai la conviction qu'elles satisferront l'opinion publique.

» Je dois me borner aujourd'hui, à rectifier deux faits qui sembleraient résulter de la note semi-officielle, et de l'article d'un journal.

» Je n'ai pas reçu, le 14, l'ordre de me rendre dans le sein de l'Assemblée exécutive. Si j'avais reçu cet ordre, étant dans l'impossibilité de m'y rendre, j'y aurais envoyé le secrétaire général.

» Le 15, à midi seulement, je fus mandé par la commission, à qui je fis connaître l'accident qui me retenait au lit; et, déjà, prenant l'initiative, j'avais averti de l'état des choses la commission elle-même; le président de l'Assemblée nationale et le général Courtais par trois dépêches simultanées, répondant, ainsi, à la lettre que j'avais reçue, le 14 au soir, de M. Buchez, lettre qui se termine par cette phrase : « Agissez habilement et vigoureusement, comme vous l'avez fait hier (13), mais que, comme hier, nul attroupement n'arrive à la vue du palais. »

» On sait le reste, le préfet de police ne dispose pas de la force armée.

» Agréez, citoyen rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

» CAUSSIDIÈRE. »

Le candidat démocrate du département de l'Orne, pour l'élection du 4 juin, est Camille Berrier-Fontaine, condamné d'avril.

Aux élections générales, Camille Berrier-Fontaine a obtenu 37,000 suffrages. Il n'a échoué que par les inqualifiables manœuvres du clergé, auxquelles nous devons trois législatives, MM. Curial, Druet-Desvaux et Charencey.

On oppose à Berrier-Fontaine MM. Schnetz et Vaudoré Symphor, autres légitimistes. Les gens avancés portent M. Thiers. Que de pas en arrière depuis nos barricades! (*Réforme.*)

Dans le département de l'Hérault, les démocrates portent le citoyen Laissac, procureur-général de la cour d'appel de Montpellier depuis la révolution de février. Le citoyen Laissac est un vieux patriote, qui a déjà fait ses preuves en 1830, et qui n'a, du reste, manqué son élection, au mois d'avril dernier, que de quelques voix.

Citoyen Barbès,

J'ai lu ta lettre dans le journal la *Réforme* du 29 mai : tu as dit la vérité; merci, honnête homme! Je m'étais promis de n'écrire, de ne répondre à personne, pas même à un article re-

produit par le *Journal des Débats* du 19 mai, que je conserve comme un document précieux, mensonger, infâme; mais je ne pouvais pas laisser ta lettre sans réponse.

Sois heureux!

Salut et fraternité.

Le colonel REY.

Une commission, composée d'une douzaine de demi-dieux, élabore depuis quelques jours un projet de Charte républico-constitutionnelle. Quel que soit le mystère mis à ce grand œuvre, on sait déjà les bases de cette nouvelle constitution, qui sera certainement une chose bien merveilleuse de nouveauté et d'à-propos, comme nous le disions avant-hier. Ainsi la République aura un *président*, le citoyen JOINVILLE, démocrate forcené, et deux *Chambres*, présidées à leur tour, l'une par le citoyen duc Pasquier ou le citoyen Dupin, deux *républicains rouges*, l'autre par le citoyen Sauzet ou le citoyen Mar-rast, socialistes méconnus. Quelques esprits mal faits prétendent que tout ceci ressemble à la monarchie constitutionnelle, mais en mettant sur le dos du livre : République française. Il faudra bien qu'ils se tiennent pour satisfaits.

Le tour sera joué!  
O Révolution!

Plusieurs journaux de la réaction se plaignent de ce que les citoyens ministres sont invisibles, et s'attaquent particulièrement au citoyen Flocon, ministre de l'agriculture et du commerce. On nous assure que, malgré les occupations sérieuses qui absorbent ce citoyen, il reçoit avec beaucoup d'obligeance toutes les personnes qui viennent lui offrir des plans ou des projets utiles au pays. C'est une justice que nous nous plaisons à rendre à ce zélé ministre.

La commission des ateliers nationaux, nommée par le ministre des travaux publics, se compose d'ingénieurs, de chefs de division, d'un seul chef d'industrie et d'un *capitaine de gendarmerie*. Pas un seul ouvrier.

Il est pourtant écrit dans le préambule de l'ordonnance que la situation de ces ateliers appelle toute la sollicitude de l'administration dans l'intérêt commun des travailleurs et de l'Etat.

Il est vrai que nos grands hommes ne croient pas que les ouvriers connaissent leurs propres intérêts.

#### Revue des Journaux.

La réaction cherche à rendre impossible l'établissement de notre jeune République, en répandant chaque jour les bruits les plus mensongers; ces bruits trouvent malheureusement du crédit parmi certains représentants du peuple, et jusque dans les rangs de la garde nationale.

Nous avons déjà démenti les prétendus assassinats qu'on commettait la nuit sur les factionnaires; nous avons montré l'inutilité de ces marches et contre-marches qui ne font que déranger inutilement des citoyens paisibles; nous avons fait voir que le rappel battu à quatre heures du matin plongeait la ville dans la consternation et empêchait la reprise des travaux et du commerce.

Hier, Paris était dans l'épouvante; aujourd'hui, il est forcé de reconnaître que la garde nationale a été le jouet des monées réactionnaires.

Quand cessera-t-on d'abuser ainsi de la classe des travailleurs? Le fabricant, l'employé, le marchand, l'ouvrier, sont-ils des sergents de ville ou des gendarmes, pour les appeler tous les jours des quatre heures du matin et les faire *patrouiller* une partie de la nuit?

On dit qu'il y a des émeutiers, des factieux, des terroristes, qui ne demandent que le pillage, et l'on désigne par ces agréables épithètes les braves et glorieux enfants de Paris qui ont été les maîtres de la capitale après la révolution de février et qui fusillaient sans pitié les voleurs sur les barricades!...

(*République.*)

#### Actes officiels.

##### COMMISSION DU POUVOIR EXÉCUTIF.

La commission du pouvoir exécutif,

Vu l'arrêté en date du 16 mai 1848, portant création de la garde républicaine parisienne;

Vu l'arrêté en date du même jour, portant licenciement des corps désignés sous le nom de

Garde républicaine,  
Montagnards,  
Lyonnais,

et d'autres corps semblables;

Considérant que l'organisation de la garde républicaine parisienne n'a pu être complétée dans les délais indiqués dans l'arrêté précité,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le délai de quinze jours, durant lequel les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats des corps licenciés devaient conserver leur solde, est prorogé de dix jours, échéant le 10 juin prochain.

Art. 2. Le ministre de l'intérieur, le maire de Paris, le préfet de police, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil, le 28 mai 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

#### ÉTAT-MAJOR DE LA GARDE NATIONALE.

##### Ordre du jour.

Le général commandant supérieur des gardes nationales du département de la Seine ayant reconnu qu'il était indispensable, afin de régulariser et de faciliter les prises d'armes ordinaires ou extraordinaires, d'adopter dans toutes les légions un mode uniforme de réunion pour les différents services, prescrit les mesures suivantes :

1<sup>o</sup> Le service ordinaire se composera de la garde des postes généraux, des postes d'arrondissement et des piquets commandés à l'avance par billets.

2<sup>o</sup> Le service extraordinaire instantané consistera dans la réunion, sous les armes, par demi-bataillon, bataillon ou légion.

##### Mode de réunion.

SERVICE ORDINAIRE. — Le rappel ne sera battu dans aucune légion pour le service ordinaire.

SERVICE EXTRAORDINAIRE. — Réunion d'un demi-bataillon. — Lorsqu'il y aura lieu de réunir instantanément un demi-bataillon, il sera fait un roulement de tambour dans la circonscription de ce demi-bataillon.

Réunion d'un bataillon. — Pour la réunion d'un bataillon entier, on battra le rappel dans la circonscription du bataillon.

Réunion d'une légion. — Si la légion entière doit se réunir, on battra le rappel simultanément dans tous les bataillons.

Chacune des batteries indiquées ci-dessus sera toujours suivie d'un nombre de coups de baguettes égal au numéro du bataillon qu'elle concernera.

Les tours de service ordinaire ou extraordinaire seront réglés à l'avance, dans les légions, par le soin du colonel.

##### PRISE D'ARMES GÉNÉRALE DE LA GARDE NATIONALE.

Si des circonstances graves exigent le concours de la garde nationale entière, la générale sera battue dans tous les arrondissements.

Le présent ordre devra recevoir la plus grande publicité, afin que la population, bien éclairée désormais sur les différents modes de convocation de la garde nationale, ne soit plus inquiétée au premier appel du tambour, et que néanmoins les services ordinaires et d'urgence puissent être accomplis promptement et efficacement.

Le général commandant supérieur des gardes nationales, CLEMENT THOMAS.

#### Clubs de Paris.

##### Club pacifique des Droits de l'Homme.

Réformateurs de tous les abus, de toutes les mesures spoliatrices et arbitraires qui pèsent encore sur les classes pauvres,

Attendu que les femmes et les enfants des prévenus politiques, et autres en état d'arrestation, endurent pendant la détention préventive de ceux-là dont ils reçoivent le pain quotidien, la plus affreuse misère;

Attendu que le prévenu reconnu innocent se trouve, au moment de son élargissement, presque toujours sans travaux et sans ressources;

Attendu que les heures du travailleur sont sa propriété, et que cette propriété est incontestable et sacrée; que des innocents ne doivent pas souffrir de la maladresse ou de l'erreur des agents de l'autorité chargée de sévir contre les seuls coupables;

Nous réclamons, au nom de l'humanité, de la justice et des droits imprescriptibles du citoyen, en attendant que des hommes experts aient refondu notre Code et précisé le point où doivent s'arrêter les pouvoirs de la magistrature, dont les opérations difficiles et lentes compromettent trop souvent la position d'honorables citoyens, sur lesquels sont venus planer d'injustes soupçons,



Nous réclamons, dis-je, l'allocation d'une indemnité proportionnée au préjudice causé à tous ceux qui, désormais, subiront une injuste détention préventive.

A ces causes, une pétition est déposée sur le bureau de notre club, rue Sainte-Elisabeth, près le Temple, local de l'école des garçons, y tenant ses séances les lundi, mercredi, jeudi et vendredi, à huit heures du soir.

PELIN, président.

BRESSY-BENOÎT, vice-président.

Séance du 26 mai 1848.

La séance est ouverte à 8 heures et demie.

Le citoyen Pelin, président, donne lecture d'une circulaire à lui adressée par le citoyen Victor Hugo, et dans laquelle celui-ci donne sa profession de foi, et se pose comme candidat représentant du peuple à l'Assemblée nationale. Dans cette circulaire, le candidat expose que, selon lui, il y a deux sortes de Républiques : « l'une qui promènera des têtes sur des piques, remplira les prisons par le soupçon, et les videra par le massacre; mettra l'Europe en feu et la civilisation en cendres, remettra en mouvement deux machines : la planche aux assignats et la bascule de la guillotine, etc. »

« L'autre, qui sera la sainte communion de tous les Français, dès à présent, et de tous les peuples un jour dans le principe démocratique. »

Cette diatribe, dont l'esprit est emprunté aux terribles nécessités d'une autre époque, excite au plus haut degré l'indignation de l'Assemblée. Elle a saisi la pensée du candidat, qui, par une déplorable allusion, regrettable surtout de la part d'une intelligence aussi élevée que celle du citoyen Victor Hugo, cherche à jeter sur les républicains démocrates un cachet de réprobation; aussi, est-ce au milieu des plus vifs applaudissements que la réunion voit faire de la lettre d'envoi du citoyen Victor Hugo un petit auto-da-fé.

Pendant cette lecture, le citoyen Bressy, vice-président, a fait son entrée en costume de major de la garde républicaine, et a pris place au bureau; la lecture terminée, il se lève, et, s'adressant à l'Assemblée :

« Citoyens, dit-il, si je suis en retard, c'est que j'ai cru devoir, avant de me rendre ici, revêtir cet uniforme, qui semble devoir être destiné à la proscription; j'ai voulu surtout protester contre les atroces calomnies que la circulaire que vous venez d'entendre semble vouloir déverser sur nous. Je dirai à ces hommes qui, aujourd'hui, voudraient nous lancer au visage l'insulte et la menace, que nous avons usé nos santés à la conservation de leurs propriétés et de leurs vies; nous les avons servis avec dévouement au jour du danger, et voilà la récompense qu'ils nous accordent. Une mesure brutale de destitution est venue atteindre des hommes de cœur, qui ne demandaient qu'à mourir pour le maintien de la République démocratique. Ce qui épouvantait en eux, c'était cette communion de principes qui voulait ardemment la pratique de notre immortelle devise, Liberté, Égalité, Fraternité. Ils lui avaient dévoué l'épée que le pays leur avait confiée le 24 février. Cette épée, ils ne l'ont plus; mais lorsque l'heure aura sonné, ils la redemanderont au peuple, qui la leur rendra. »

Cette protestation énergique excite les sympathiques applaudissements de toute l'assemblée.

L'ordre du jour appelle l'attention du club sur les élections des candidats à l'Assemblée nationale.

Le citoyen Fossoyeux explique que le citoyen Caussidière est retenu chez lui par une assez grave indisposition, ce qui ne lui a pas permis de se rendre à l'appel de ses amis; mais du reste, ses principes et ses actes sont assez connus pour qu'il puisse se dispenser, à la rigueur, de faire une profession de foi; en conséquence, il propose son adoption comme candidat.

Sa candidature est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Bressy croit que, sans nul doute, un motif bien grave a empêché le citoyen Adam de se présenter, malgré sa promesse. Aujourd'hui, où tous les Républicains démocrates sont pour ainsi dire à l'index, surtout si on est signalé comme ayant eu des relations avec des citoyens dont les noms sont pros crits, il n'est peut-être pas prudent de trop se produire au grand jour; c'est à cette circonstance qu'il attribue l'absence du citoyen Adam; mais il propose sa candidature comme celle d'un républicain dévoué.

La candidature du citoyen Adam est adoptée.

Le citoyen Rouverolles propose la candidature du citoyen Lagrange, qui est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Benoit propose la candidature du citoyen Proudhon, auteur du *Projet de la banque d'échange*; cette candidature est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Pelin et après lui le citoyen Bressy recommandent aux ouvriers l'empressement à aller déposer leur vote dans l'urne électorale. Les ouvriers ont pu reconnaître, mais un peu tard, combien leur indifférence pour un devoir si important leur a été fatale. La loi autorise la lutte pacifique de l'urne, qui tôt ou tard anéantira toute lutte violente; qu'un même esprit donc les anime, car de leur union naîtra une force irrésistible.

Le citoyen Fossoyeux. On veut nous diviser, serons nos rangs, prouvons que la République démocratique n'est pas seulement dans les mots mais dans nos cœurs.

Sont adoptées successivement les candidatures des citoyens :

Pierre Leroux,  
Raspail,  
Kersausie,  
Thoré.

Les candidatures des citoyens Cabet, Sobrier, proposées, sont discutées.

Quant au premier, le citoyen Espéche pense que cette candidature n'a pas chance de succès, à cause de la crainte étrange que le citoyen Cabet inspire; il propose donc de la rejeter afin de ne pas perdre de voix.

Le citoyen Bressy l'appuie au nom des principes; il faut, dit-il, que les citoyens s'habituent à ces noms qui sont bien à tort un épouvantail.

La candidature est adoptée.

Quant au second, le citoyen Rouverolles pense que le citoyen Sobrier n'étant pas libre, cette candidature ne saurait avoir d'importance.

Le citoyen Bressy, toujours au nom des principes, vient la soutenir; pénétrez-vous bien, dit-il, que ce n'est pas pour un homme que nous combattons, c'est pour un principe.

La candidature est adoptée.

Un membre propose la candidature du citoyen Bressy.

Le citoyen Bressy remercie en quelques mots le citoyen qui a bien voulu le nommer; mais inconnu à la plupart il ne pourrait, par sa présence, que diviser les voix, et par conséquent nuire au succès.

L'assemblée applaudit à ces franches paroles.

Le citoyen Garat propose le citoyen Barbès, mais on fait remarquer, avec raison, que ce citoyen n'étant pas démissionnaire, il est toujours représentant du peuple.

Le citoyen Lefé propose le citoyen Napoléon Lebon.

Le citoyen Bressy s'oppose à cette candidature. Ce citoyen était, dit-il, du comité du club des clubs, qui était composé, en partie, d'une manière infâme.

Le citoyen Pelin repousse à son tour la candidature, à cause de l'exaltation des idées du citoyen Napoléon Lebon.

Le citoyen Dussault défend cette candidature. C'est, dit-il, un républicain éprouvé, qui a subi les persécutions du régime déchu, et il demande quels sont les faits qu'on lui reproche.

Le citoyen Bressy. Le citoyen Napoléon Lebon faisait partie d'un comité dont quelques membres étaient tarés; un entre autres qui avait subi une condamnation d'un an de prison pour escroquerie; j'en fis part au citoyen Napoléon Lebon, qui m'a paru ne pas en avoir tenu compte, puisqu'il a continué à siéger à ce comité. Or, des Républicains doivent être purs de tout reproche; je demande donc l'ajournement jusqu'à ce que le citoyen Napoléon Lebon vienne lui-même s'expliquer.

Le citoyen Roche propose la candidature du citoyen Dupoty, qui est adoptée.

Le citoyen Junot propose la candidature du citoyen Huber.

Le citoyen Lacombe s'oppose à la candidature du citoyen Huber, qui peut être excellent républicain, mais incapable de faire un bon représentant.

Le citoyen Bressy, et après lui le citoyen Pelin, s'y opposent également, parce que, selon eux, la mesure illégale et brutale qu'il a employée vis-à-vis l'Assemblée nationale a fait un tort immense à la cause démocratique.

La candidature, mise aux voix, est rejetée.

Les citoyens ACARD,

GUSTAVE BIARD,

LAGARDE,

doivent se présenter comme candidats à la prochaine réunion.

La séance est levée à dix heures et quart.

Signé : G. PELIN, président.

Pour copie conforme, BETHEDEN, secrétaire.

## Nouvelles étrangères.

Italie.

VÉRONE, 27 mai. — L'armée du maréchal Wel den débouche maintenant dans les plaines de la Lombardie.

Durando essaye d'empêcher la jonction des Autrichiens avec Vérone; mais les Autrichiens ont déjà jeté des troupes et des vivres dans la place.

De l'aveu des journaux italiens, une bataille paraît inévitable.

Le gouvernement provisoire de Milan a envoyé demander des explications à Charles-Albert par une députation composée des citoyens Beretta, Borromeo Guerrieri et Strigelli, tous membres du gouvernement. — Charles-Albert a répondu qu'il ne déposera pas les armes tant que les Autrichiens n'auront pas évacué l'Italie. — La réponse, comme on voit, est des plus évasives; car on demande à Charles-Albert de marcher.

Le sort de l'Italie va se décider à Vérone.

La flotte napolitaine, partie pour Venise, a reçu l'ordre de se joindre à celle des Autrichiens. — Les troupes napolitaines occupent Bologne, Ancône et Ferrare.

Autriche.

L'empereur d'Autriche vient d'inviter tout le corps diplomatique de Vienne à se rendre à Inspruck, et de décréter l'abolition de l'Université de Vienne. L'archiduc Jean, appelé à la cour impériale comme suspect, est arrivé à Inspruck le 22. On peut s'attendre à la proclamation de la déchéance de l'empereur, par mesure de représailles contre le parti de la cour. Déjà, dans la capitale, une pétition ayant pour but le rappel du monarque, et dans laquelle on déclarait renoncer aux conquêtes de la révolution, a été déchirée avec indignation et publiquement. Les esprits s'exaspèrent aux nouvelles des menées des rétrogrades. Inspruck est devenu le foyer de toutes les intrigues; le roi de Bavière est auprès de l'empereur, et le bruit court à Vienne que ce dernier a placé la monarchie sous la protection de la Russie, dont il a invoqué l'appui. Les Slaves se comptent dans l'empire, et avant peu des événements de la plus haute importance peuvent se déclarer.

Prusse.

150 députés de la Constituante de Berlin se sont réunis le 23 mai à l'hôtel de Russie et ont résolu de demander au gouvernement s'il était vrai qu'une force militaire imposante fût concentrée autour de Berlin. Ils ont déclaré protester en cas d'affirmative.

Le même jour, à 11 heures et demie du soir, le projet de constitution a été brûlé devant le palais de Prusse, à l'endroit où doit être érigé un monument à Frédéric-le-Grand et qui est entouré d'une grille de fer. On a commencé par allumer un grand nombre d'exemplaires de la *Gazette de Voss*; puis on y a jeté le projet et le portrait du ministre Camphausen.

On écrit de Cologne, le 12 mai :

« Les préparatifs nécessaires ayant été faits depuis plusieurs semaines, on s'occupe maintenant d'armer complètement la forteresse de Cologne. Les forts et les remparts sont garnis de canons, et l'on prend tous les arrangements pour mettre la forteresse en état complet de défense contre toute attaque extérieure; cependant on dit que les glacis ne seront pas encore rasés. »

## Faits divers.

Il existe à Paris un abus funeste pour le crédit privé, conséquemment pour la généralité des transactions commerciales et industrielles. La plupart des grandes maisons de banque, tenues par des chefs d'origine étrangère, réduisent et retranchent, au moindre soupçon de crise, les crédits qu'ils accordent largement dans les jours prospères à leurs correspondants, alors que ceux-ci pourraient s'en passer. Cette manœuvre ayant contribué pour beaucoup aux catastrophes commerciales et à la suspension actuelle des affaires, il serait urgent d'en prévenir les effets à l'avenir.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.